

**FAITS
SAILLANTS**

ACCÈS ET COÛT DES SERVICES
D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

PRÉPARER LES **RÉGIONS**
AU **CHANGEMENT** DÉMOGRAPHIQUE

À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est également à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre et aider les gouvernements à répondre aux nouveaux enjeux et aux nouvelles préoccupations, tels que la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre ainsi aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

À propos du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le Centre aide les gouvernements locaux, régionaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), à promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, à stimuler la création d'emplois locaux et à mettre en œuvre des politiques touristiques judicieuses.

À propos de cette brochure

Cette brochure reproduit les points saillants du rapport [Accès et coût des services d'éducation et de santé](#) de l'OCDE/CE-JRC, qui fournit des estimations et des analyses précises, actuelles et futures, du coût et de l'accès aux services d'éducation et de santé dans 27 pays de l'UE et au Royaume-Uni. Il vient compléter le rapport de l'OCDE [Assurer une éducation et des soins de santé de qualité pour tous](#) qui met l'accent sur les politiques et les bonnes pratiques. Il s'agit également du deuxième rapport de la série de travaux de l'OCDE : *Préparer les régions au changement démographique*.

Contact

Ana MORENO MONROY | Economist, Division pour le développement régional et la gouvernance pluri-niveaux, Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes
Ana.MORENOMONROY@oecd.org

Pour plus d'informations, visiter le [site](#) du projet

Suivez-nous: @OECD_local #OECDregions

© OECD/European Union 2021

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des gouvernements des pays membres de l'OCDE. Ce document et toute carte qu'il peut comprendre ne préjugent en rien du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



Introduction

Comment les gouvernements peuvent-ils s'acquitter du mandat consistant à fournir des services publics sur l'ensemble des territoires de manière efficace, en particulier dans les endroits à faible densité confrontés à la dépopulation et au vieillissement ?

Ce rapport utilise de nouvelles méthodes pour simuler la localisation des services d'éducation et de santé et estimer les différences d'accès et de coûts à des niveaux géographiques très granulaires. Le rapport applique ces méthodes à l'Europe et fournit une analyse approfondie des différences territoriales en matière de coût et d'accès aux services d'éducation

et de santé résultant des différences locales de la demande. Le rapport identifie également les zones qui devront faire face aux défis futurs les plus difficiles en matière de prestation de services, sur la base des grilles de projection démographique disponibles. Les résultats soulignent la valeur ajoutée de la prise en compte d'une optique spatiale dans l'élaboration de politiques visant à atténuer les inégalités dans différentes zones géographiques. Celles-ci sont dues au compromis unique entre les coûts et l'accès physique aux services locaux dans les zones rurales.



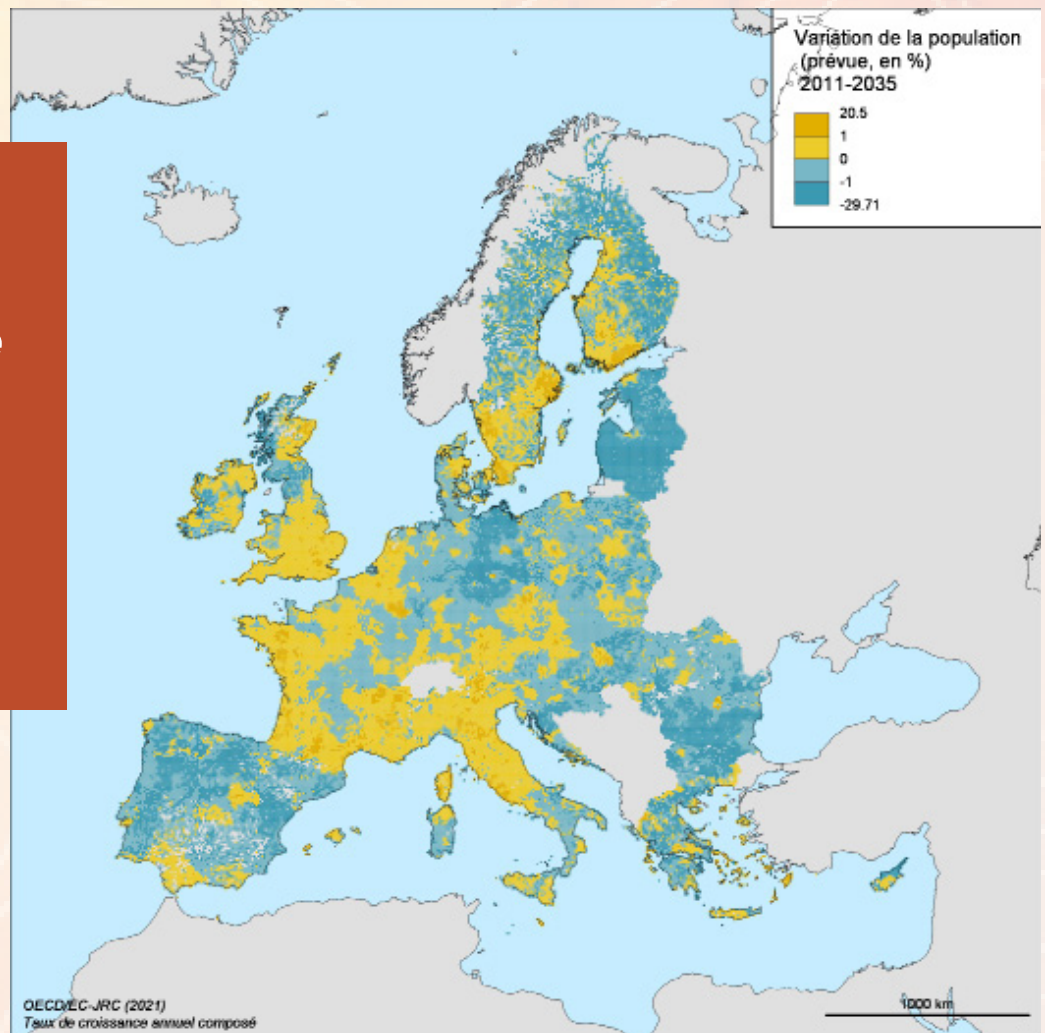
Avec le déclin démographique et la concentration continue dans les régions métropolitaines, la base de population de nombreuses régions devient plus petite, plus âgée et plus dispersée. En Europe, 35 % des personnes vivent dans une région qui a vu sa population diminuer entre 2011 et 2019. La population des régions couvrant environ la moitié du territoire européen, pour la plupart non métropolitaines, devrait diminuer entre 2011 et 2015 (Graphique 1). En 2020, le résident moyen d'une région éloignée en Europe était plus âgé qu'un résident d'une région métropolitaine, les régions éloignées continuant à vieillir plus rapidement que les autres types de régions. Cette situation est le résultat d'une faible immigration et d'une baisse spectaculaire du taux de fécondité, qui est passé de 2,8 enfants par femme en âge de procréer en 1970 à 1,6 en 2018 en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Le changement démographique est une force structurelle qui peut accroître les disparités territoriales en matière d'accès aux services. Le déclin de la population affecte directement la prestation

des services publics en réduisant le nombre d'utilisateurs potentiels, ce qui entraîne des pénuries de professionnels et oblige les établissements à fermer et, par conséquent, augmente la distance à parcourir pour accéder aux services pour les utilisateurs des zones reculées. Si la démographie et la géographie ont des conséquences évidentes sur la prestation de services dans les zones rurales, la plupart des pays ne quantifient pas la différence effective des coûts résultant de ces facteurs. Dans de nombreux cas également, le financement des services publics dans les zones rurales ne tient pas compte des coûts inévitables de l'éloignement, de la taille des communautés ni du vieillissement.

Ce rapport avance vers cet objectif en considérant deux services sociaux d'intérêt général : l'éducation (primaire et secondaire) et la santé (cardiologie, et maternité et obstétrique). Il fournit les premières estimations comparables au niveau international du coût et de l'accès (distance) à ces services, ainsi que des projections futures basées sur l'évolution démographique à un niveau très granulaire.

Graphique 1. Changement démographique prévu, UE27 + Royaume-Uni



Le changement démographique est une force structurelle qui peut accroître les disparités territoriales en matière d'accès aux services

Fournir une éducation équitable et efficace dans le futur nécessite des interventions politiques actives dès aujourd'hui

Aujourd'hui, les réseaux d'écoles de nombreux pays de l'OCDE sont soumis à une pression constante pour s'adapter à la baisse de la demande dans les zones rurales. Dans la plupart des pays de l'OCDE, en moyenne, seul un enfant sur cinq jusqu'à l'âge de 14 ans vit en zone rurale. De nombreuses communautés rurales n'ont pas ou n'auront bientôt plus d'enfants en âge d'être scolarisés. Des classes plus petites et

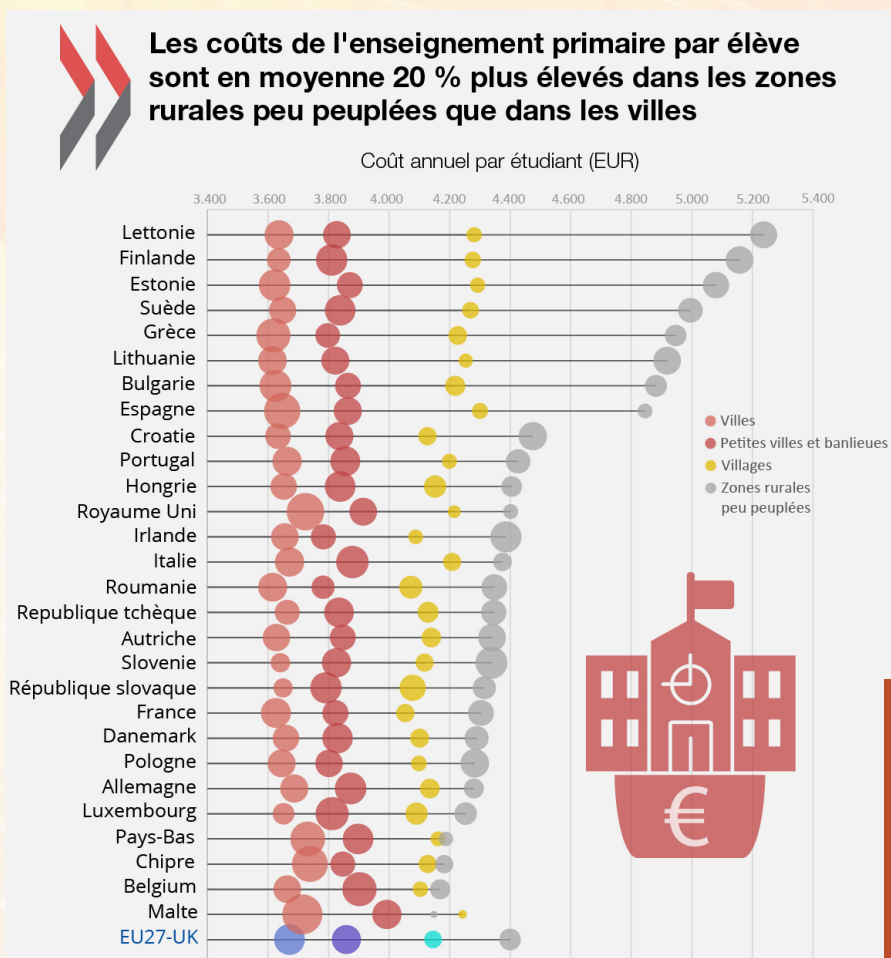
moins d'élèves par enseignant dans les écoles rurales se traduisent par des coûts plus élevés par élève. Ce rapport estime qu'en Europe, les coûts annuels par élève dans les zones rurales peu peuplées sont supérieurs de 20 % (720 EUR) à ceux des villes pour les écoles primaires et de 11 % (681 EUR) pour les écoles secondaires (Graphique 2). Cette différence de coût peut être supérieure à 40% pour les écoles primaires en Estonie, Finlande et Lettonie et à 16% pour les écoles secondaires en Grèce et en Espagne.

Pour rester efficaces et équitables, les réseaux d'écoles doivent réaliser des économies d'échelle chaque fois que cela est possible, tout en garantissant l'accès de tous les enfants à une éducation de qualité similaire. Le regroupement d'écoles, les groupes et les réseaux peuvent améliorer la qualité de l'enseignement

tout en économisant des ressources. Ce rapport montre qu'en raison de la diminution attendue du nombre d'élèves, il est possible de satisfaire la demande en 2035 tout en maintenant des distances similaires entre les écoles, avec 8 % et 20 % d'écoles primaires et secondaires en moins dans les zones rurales peu peuplées ; 5 % et 13 % en moins dans les villages ; 3 % et 5 % en moins dans les villes et les banlieues ; et 6 % et 8 % en plus dans les villes. L'Allemagne, la Pologne et l'Espagne concentrent plus de la moitié des réductions attendues du nombre d'écoles en dehors des villes.

Dans de nombreux pays européens, le nombre d'étudiants devrait augmenter considérablement dans les villes et diminuer dans les zones rurales d'ici 2035

Graphique 2. Coût annuel par élève de primaire (estimé) par pays et degré d'urbanisation, UE27+Royaume-Uni



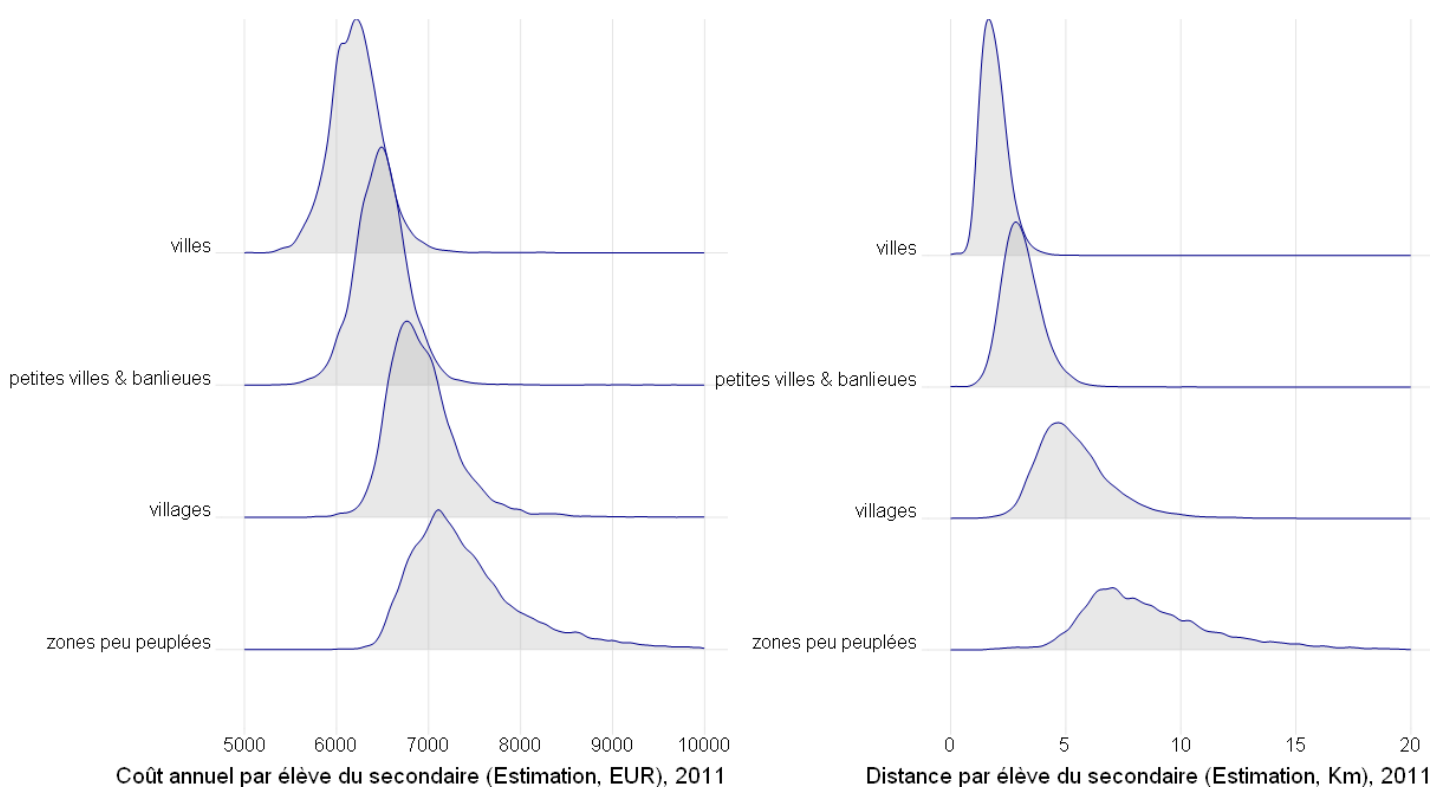
Le coût annuel par élève dans les zones rurales peu peuplées par rapport aux villes est supérieur de 20 % dans les écoles primaires et de 11 % dans les écoles secondaires

Même si l'offre s'adapte à la demande, les longues distances à parcourir dans les zones rurales constituent une limite au regroupement des écoles. Ce rapport estime que les élèves des zones rurales peu peuplées voyagent en moyenne quatre à cinq fois plus que les élèves des villes. Cela implique que certaines écoles devront continuer à fonctionner en sous-capacité pour garantir un accès adéquat. L'équité dans l'offre, en particulier pour les enfants qui ne peuvent pas voyager loin de manière indépendante, dicte la nécessité de fournir des solutions aux élèves vivant dans des zones difficiles d'accès.

Le changement démographique rendra plus difficile le compromis entre les coûts de l'éducation et l'accès à celle-ci dans les zones rurales (Graphique 3). Pour les pays de l'UE27+Royaume-Uni, ce rapport montre que même après ajustement du réseau scolaire à la demande future, les coûts par élève dans les zones rurales peu peuplées devraient augmenter d'environ 3 % en moyenne. La distance jusqu'aux écoles devrait également augmenter légèrement partout en dehors des villes, et proportionnellement plus dans les villages. Les simulations politiques montrent que le fait de ne pas adapter le réseau d'écoles primaires à l'évolution de la demande en 2035 double l'augmentation supplémentaire des coûts par élève dans les zones rurales peu peuplées et l'augmente de 60 % dans les villages, tout en ne réalisant que de faibles gains d'accessibilité. Dans les pays prévoyant une forte diminution du nombre d'élèves dans les zones rurales peu peuplées, les coûts supplémentaires liés au non-ajustement du réseau scolaire à la demande future représentent jusqu'à 1 243 EUR par élève en Lituanie (25 % de plus) et 741 EUR en Lettonie (14 % de plus).

D'ici 2035, le changement démographique impliquera une augmentation de 3 % des coûts par élève dans les zones rurales peu denses d'Europe

Graphique 3. Répartition du coût annuel et de la distance parcourue par élève du secondaire (estimée, dans les écoles), selon le degré d'urbanisation



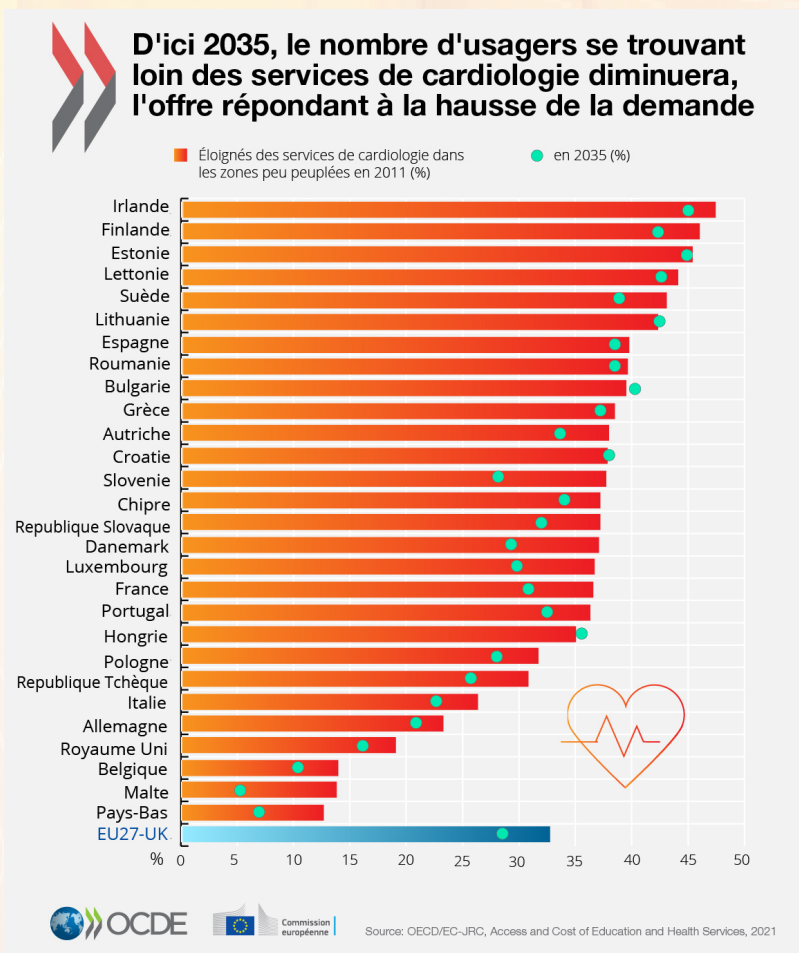
Les changements attendus dans la demande de services de santé nécessitent des interventions politiques continues, substantielles et adaptées

La part des dépenses de santé dans le PIB devrait passer en moyenne de 8.8 % en 2015 à 10.2 % en 2030 pour les pays de l'OCDE, les changements démographiques représentant environ un quart de l'évolution globale prévue. Les facteurs structurels étant à l'origine de l'augmentation future des dépenses de santé, les gouvernements sont contraints d'accroître l'efficacité tout en s'efforçant de permettre à chacun de vivre plus longtemps et en meilleure santé.

Pour fournir des services en dehors des villes, les politiques doivent trouver un équilibre entre l'accessibilité et le rapport coût-efficacité. Ce rapport estime qu'en moyenne, 1 habitant sur 100 a recours à des services de cardiologie et de maternité et d'obstétrique en Europe. Pour satisfaire cette demande, les pays peuvent disposer de sites de services de santé desservant des secteurs relativement vastes qui sont soit proches des utilisateurs, soit rentables, mais pas les deux simultanément. Alors que dans les pays densément peuplés comme la Belgique, Malte, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, moins de 15 % de la population des zones rurales peu peuplées vit loin d'un site de services de santé, dans les pays peu peuplés, ce pourcentage peut être supérieur à 40 % (Graphique 4).

Au moins 40 % des personnes vivant dans des zones faiblement peuplées en Europe vivent loin d'un centre de santé de taille moyenne

Graphique 4. Part des utilisateurs vivant loin des services de cardiologie dans les zones rurales peu denses (estimation), UE27+Royaume-Uni



Selon les estimations, les utilisateurs des pays de l'UE27+Royaume-Uni parcourent en moyenne 32 km pour accéder aux services de cardiologie et 36 km pour accéder aux services de maternité et d'obstétrique

Le rapport souligne qu'en raison des secteurs relativement vastes des services considérés, les services de santé situés dans un degré d'urbanisation donné desservent un éventail de populations provenant de différentes zones. Cela est particulièrement vrai pour les services situés dans les zones rurales : par exemple, plus de 40 % des utilisateurs de services situés dans des zones rurales peu peuplées viennent de villes, de petites villes et de banlieues.

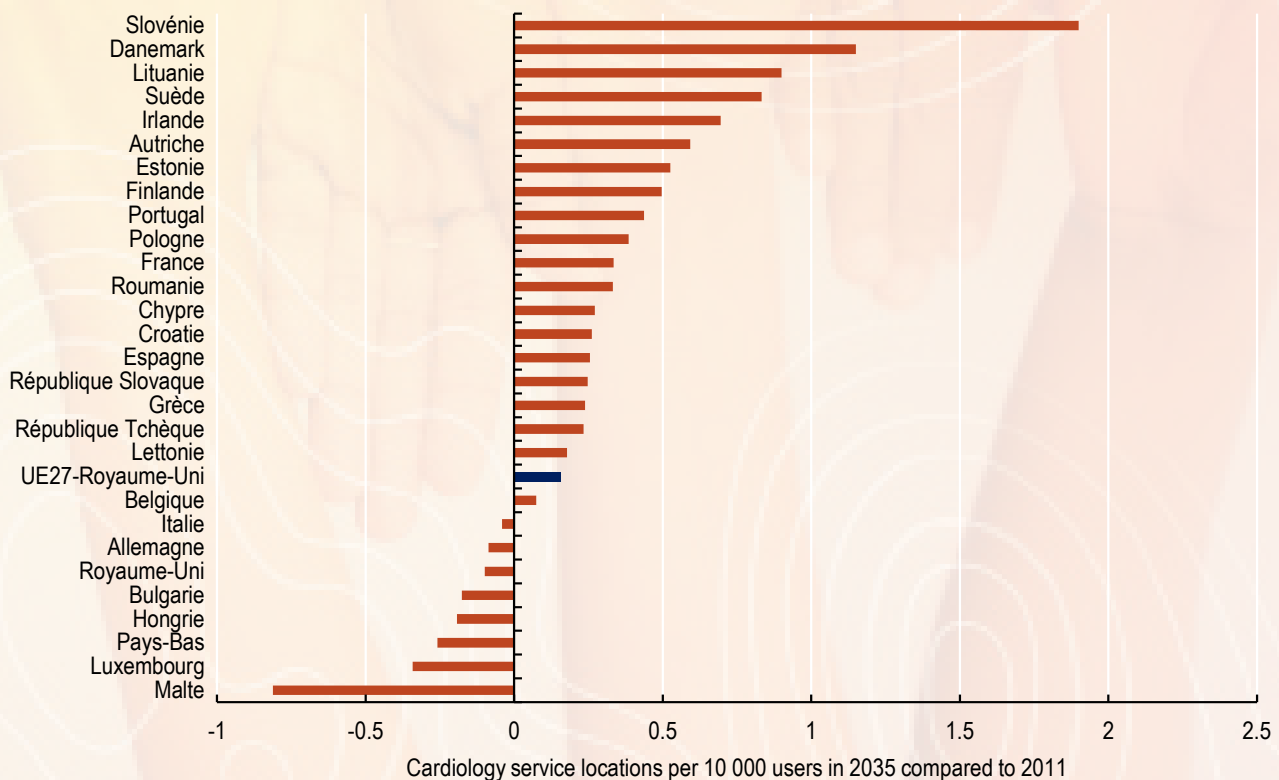
Ce rapport souligne l'importance d'adapter les stratégies pour les installations desservant les arrière-pays ruraux relativement peu denses - y compris celles situées dans les villes et les banlieues - car elles sont confrontées à un équilibre plus difficile entre efficacité et accès. Les politiques doivent relever le défi de répondre à l'évolution future de la demande de manière efficace et équitable.

S'adapter au changement démographique nécessite de concentrer l'offre de certains services tels que la maternité et l'obstétrique, qui seront confrontés à une baisse de la demande dans de nombreux pays,

et d'augmenter et de disperser la prestation de services tels que la cardiologie liée au vieillissement, en particulier dans les zones rurales. D'ici 2035, le nombre d'emplacements de services de cardiologie par utilisateur devrait augmenter en moyenne de 20 %, les augmentations les plus importantes étant prévues en Slovénie (88 %), en Irlande (71 %) et au Danemark (64 %) (Graphique 5). En revanche, le nombre d'emplacements de services de maternité et d'obstétrique devrait diminuer de 4 %, les baisses les plus importantes étant observées en Lettonie (-67 %), en République slovaque (-56 %) et en Lituanie (-44 %).

Dans de nombreux pays, la demande de services de cardiologie est relativement plus élevée dans les zones rurales que dans les villes. Les politiques doivent relever le défi de répondre aux changements futurs de la demande de manière efficace et équitable

Graphique 5. Évolution du nombre d'emplacements de services de cardiologie pour 10 000 utilisateurs (estimation) dans les pays de l'UE27+Royaume-Uni, 2011-35



La demande de services de cardiologie et, par conséquent, le nombre de points de service devraient augmenter considérablement dans les pays de l'UE27+Royaume-Uni en raison du vieillissement de la population, en particulier dans les petites villes et les banlieues